

## Préface

Michel Berson



Sénateur de l'Essonne,  
membre de l'OPECST,  
membre du Conseil stratégique  
de la Recherche,  
Sénat, 15, rue de Vaugirard,  
75006 Paris, France.  
[m.berson@senat.fr](mailto:m.berson@senat.fr)



PRÉFACE

Mesdames, messieurs, chers amis, il me revient l'honneur, mais surtout le plaisir de vous accueillir au Palais du Luxembourg, de vous souhaiter la bienvenue au Sénat. Ici, au sein de la chambre haute du Parlement, les sénateurs ont la tâche de voter la loi, de contrôler l'action du Gouvernement, mais aussi la responsabilité de contribuer au débat public, et même de le susciter à travers l'organisation d'auditions publiques ou l'élaboration de rapports d'information dont ils prennent l'initiative.

Genopole et l'IFRIS ont donc fait un bon choix en décidant de tenir au Sénat leur 4<sup>e</sup> colloque Sciences de la vie en société. Tout au long de cette journée de réflexion entre universitaires, chercheurs, ingénieurs, élus, journalistes, vous allez tirer les enseignements de 40 ans de débats sur les sciences et les techniques du vivant pour contribuer à construire le dialogue science-société de demain. En effleurant le thème de votre réflexion, je limiterai mon propos préliminaire à 3 constats qui sont maintenant, je crois, largement partagés.

Premier constat, nous ne vivons pas une crise depuis 40 ans, mais une mutation d'une ampleur unique qui affecte les multiples champs de la société, de la politique, de la culture, de l'économie, des technologies et, bien sûr, de l'environnement. Cette mutation globale ne traduit pas un dysfonctionnement de notre système, c'est une véritable révolution, une révolution comme celle que l'humanité a connue lors de la révolution du néolithique, lors des grandes inventions et grandes découvertes ou lors de la révolution industrielle. Ce qui est nouveau aujourd'hui est que ces mutations ne sont pas vécues comme de simples évolutions, mais comme des ruptures brutales et rapides, à la fois destructrices et créatrices. Deux ruptures sont dominantes : la révolution numérique, qui produit et distribue massivement le savoir et

l'information, et la révolution biotechnologique, qui va permettre de retarder le vieillissement ou de réparer les organes et de faire naître des progrès sociétaux considérables. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle, dans un changement de paradigme pour l'humanité. La connaissance au sens large, c'est-à-dire l'éducation, la science, la recherche, l'innovation, est l'une des réponses, l'un des outils sans doute le premier, en tout cas incontournable, pour s'adapter aux mutations et préparer l'émergence du monde nouveau.

Deuxième constat, une connaissance scientifique, pour être efficace et donc utile, doit être partagée et portée par la société. Or, au cours de ces 40 dernières années, on a vu se développer une crise de confiance dans la science et la technologie. C'est là un paradoxe : alors que la science et la technologie n'ont jamais été aussi puissantes, n'ont jamais autant apporté à la société, les peurs se développent. Comportements non rationnels sur les OGM, craintes irraisonnées sur les antennes de réseau mobile, blocage des nanotechnologies, polémiques sur les cellules souches embryonnaires, le tout dans un emballement médiatique. Certes, le contexte de crise explique la lecture totalement négative d'accidents comme Tchernobyl. Certes, l'accélération des rythmes des découvertes pose la question de la capacité d'intégration personnelle et collective des innovations, mais l'idée selon laquelle la science conduit au progrès recule, les peurs progressent, et l'on inscrit dans la Constitution le principe de précaution plutôt que le principe d'innovation.

Il est loin le temps où l'on pouvait lire à l'entrée de l'Exposition universelle de 1900 : « *Le progrès est la lumière des nations.* » Aujourd'hui, la radicalisation des positions dans le débat public sur les choix scientifiques et technologiques va jusqu'à refuser le débat, au motif que débattre c'est déjà accepter des innovations dont on ne veut pas pour la société. On peut se demander s'il est encore possible de débattre démocratiquement des enjeux scientifiques et technologiques, ou s'il faut définir de nouvelles manières spécifiques pour en débattre.

De plus en plus, la déraison l'emporte sous la pression de l'opinion publique ou de groupes bien organisés, sachant exploiter les risques et les peurs. Cette situation est préoccupante, car, si le progrès peut être dangereux, si la législation est légitime pour encadrer les résultats de la recherche, chercher n'est pas dangereux et la recherche demeure libre.

La place centrale, et c'est mon troisième constat, singulière de la connaissance dans le contexte de mutation profonde que connaît notre société implique la nécessité du « portage » par le politique des avancées scientifiques et des innovations technologiques. D'abord, l'État doit jouer pleinement son rôle dans la mise en œuvre d'une grande politique de la connaissance et d'une stratégie ambitieuse de recherche et d'innovation. Plus largement, au-delà des réponses qui doivent être apportées aux questions financières, économiques ou sociales, le discours politique doit éclairer l'horizon, donner à la société des raisons d'espérer et d'entreprendre. Il est essentiel que nous retrouvions, en effet, foi dans la science et dans le progrès. Ce portage par les acteurs politiques de la problématique de la science et des connaissances contribuera aussi à répondre à l'un des enjeux les plus lourds de notre époque, la crise démocratique, qui engendre le déficit de confiance des citoyens à l'égard de la classe politique, comme à l'égard du monde scientifique. La rupture entre le peuple et les élites interpelle les scientifiques comme les acteurs politiques. La science et la démocratie sont sans cesse à conquérir et leur relation

à recombinaison. Aujourd'hui, le dialogue science-société implique les savants, les citoyens et leurs représentants. Le dialogue scientifique doit faire partie intégrante des missions de la recherche et du discours politique. On reproche souvent aux partis politiques et aux élus leur incapacité à repenser le monde dans un contexte de paradigme différent, une incapacité qui les empêche de sortir de cette gigantesque mutation dans laquelle ils se débattent depuis 40 ans.

Mesdames, messieurs, je ne doute pas que les réflexions que vous allez mener tout au long de cette journée contribueront à réduire cette incapacité. ♦

#### LIENS D'INTÉRÊT

*L'auteur déclare n'avoir aucun lien d'intérêt concernant les données publiées dans cet article.*

---

#### TIRÉS À PART

M. Berson